

En ce qui concerne la convocation d'une conférence européenne de la sécurité, qui occupe certainement autant de place dans vos esprits que dans les nôtres, nous avons adopté à cet égard une attitude positive et bienveillante au sein de l'OTAN comme dans nos entretiens bilatéraux avec les autres pays européens. Celle-ci se reflétait d'ailleurs dans les déclarations canadiennes à la Chambre des communes et à l'OTAN, ainsi que dans la réponse du Canada à l'initiative finlandaise de mai 1969.

A notre avis, le communiqué et la déclaration publiés la semaine dernière à la fin de la réunion ministérielle de l'OTAN constituent un pas en avant important et positif et nous espérons que d'autres partageront nos vues sur ce point. L'OTAN accepte maintenant le principe d'entretiens multilatéraux visant à explorer, avec toutes les parties concernées, les possibilités d'une conférence sur la sécurité et la coopération européenne. L'Organisation a également fait à l'autre camp, par l'intermédiaire du ministre italien des Affaires étrangères, une offre précise touchant l'examen de la possibilité d'entreprendre des pourparlers sur des réductions mutuelles et équilibrées des forces, à effectuer selon certains principes généraux. Cet effort montre le grand désir du Canada et de ses alliés de s'écarter de la confrontation militaire pour chercher, par la négociation, des solutions aux causes de tension sous-jacentes.

J'espère que cette initiative de l'OTAN suscitera une réponse favorable de la part des autres pays européens, aussi bien des pays alignés que des non alignés, afin qu'on puisse aller plus avant dans la voie du progrès. Je crois qu'elle sera généralement bien accueillie et comprise en Roumanie car elle correspond bien aux initiatives qu'à déjà prises le Gouvernement roumain dans le but de faire progresser l'idée de la tenue d'une conférence.

Nous croyons que la tenue, au moment opportun et dans des circonstances appropriées, d'une conférence de grande envergure se révélerait utile, que "tous les gouvernements concernés" devraient y participer, mais que l'ordre du jour et le temps de la conférence devraient être liés en ce sens que nous devons d'abord déterminer quels problèmes sont assez mûrs pour être négociés avec succès, avant de pouvoir dire s'il est opportun d'organiser une conférence dans le but de les régler. Nous sommes soucieux d'éviter que cette conférence soit convoquée prématurément, et pour nous, en ce moment, l'important, c'est de faire avancer le processus de négociation plutôt que de décider de la date à laquelle la conférence pourra avoir lieu. Ce processus de négociation est déjà en route, sous la forme des discussions bilatérales entre les pays de l'Europe de l'Est et de l'Ouest, des négociations entre la République fédérale d'Allemagne et ses voisins de l'Est, et des négociations sur la limitation des armements stratégiques. Nous espérons qu'il va continuer à s'élargir grâce aux entretiens préliminaires visant à explorer les possibilités d'une conférence sur la sécurité et la coopération européenne. Mais les négociations ne peuvent progresser que si chacun se montre prêt à parler de choses plus importantes que le simple gel de la situation en Europe. Il ne servirait à rien que les pays européens se fassent attirer à une conférence qui, dès le début, n'aurait aucune chance de trouver une solution raisonnablement acceptable pour tous.